



**Roi  
Morvan**  
Communauté

**DEPARTEMENT DU MORBIHAN**

## **Traitement des déchets des déchèteries communautaires**

### **REGLEMENT DE CONSULTATION**

**Juillet 2025**

#### **Pouvoir adjudicateur :**

**Roi Morvan Communauté**

13 rue Jacques Rodallec - 56110 Gourin  
Tél. 02 97 23 36 90 - Fax. 02 97 23 42 46 - [www.rmcom.bzh](http://www.rmcom.bzh)  
Courriel : [secretariat@rmcom.bzh](mailto:secretariat@rmcom.bzh)

**Comptable Assignataire de la collectivité**

SGC de Pontivy  
36, rue Albert De Mun - 56306 PONTIVY CEDEX

**Appel d'offre ouvert : articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande  
publique**

**Accord-cadre à bons de commande : L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la  
commande publique**

#### **Date et heure limites de réception des offres :**

**le mardi 12 août 2025 à 12h00**

**ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR**

Pouvoir adjudicateur acheteur	ROI MORVAN COMMUNAUTE
Adresse	13 rue Jacques Rodallec - BP 36 - 56110 GOURIN
Téléphone	02 97 23 36 90
Courriel	<a href="mailto:secretariat@rmcom.bzh">secretariat@rmcom.bzh</a>
Représentant de l'acheteur	
Nom, prénom	Madame Renée COURTEL
Qualité du signataire du marché	Présidente de Roi Morvan Communauté (RMCom)

**ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ****2.1. DESCRIPTION**

Le présent marché a pour le traitement des déchets des déchèteries communautaires.  
Les prestations seront réalisées dans les installations du titulaire.

**2.2. TYPE DE MARCHÉ**

Il s'agit d'un marché de services.

**2.3. DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ**

Les éléments sont précisés dans le CCAP.

**ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION****3.1. MODE DE PASSATION DU MARCHÉ**

La présente consultation est un marché public passé suivant la procédure d'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

La forme du contrat est celle de l'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

**3.2. DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION**

La prestation ne comporte pas de tranches ni d'options.

Le marché est décomposé en 6 lots

Lot	Désignation	Montant maximum pour la durée totale du marché
01	Bois AB	380 000 € H.T.
02	Cartons	30 000 € H.T.
03	Gravats	80 000 € H.T.
04	Végétaux	250 000 € H.T.
05	Déchets ménagers spéciaux	260 000 € H.T.
06	Huiles alimentaires usagées	0 € H.T.
<b>TOTAL du marché</b>		<b>1 000 000 € H.T</b>

**3.3. NOMENCLATURE**

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est : Code principal	Description
90500000-2	Services liés aux déchets et aux ordures
90510000-5	Élimination et traitement des ordures

### **3.4. VARIANTES**

Pour le lot 3 gravats exclusivement, les variantes sont autorisées sous réserve qu'elles apportent une amélioration en matière de performance environnementale dans le processus de valorisation. La réponse à la variante n'est pas obligatoire.

Le candidat présente un dossier variante complet (AE, BPU&DQE, mémoire technique) clairement identifié comme tel.

### **3.5. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

### **3.6. RENOUVELLEMENT**

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

### **3.7. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

### **3.8. FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT**

En cas de groupement, le groupement devra être conjoint avec mandataire solidaire après l'attribution du marché. Cette forme de groupement se justifie par la spécificité de l'objet du marché et de sa mise en œuvre.

### **3.9. MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir faire de réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **3.10. MODALITES DE REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est remis gratuitement à chaque candidat sous forme exclusivement dématérialisée.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE), pièce non contractuelle servant à l'appréciation des offres.

Le DCE peut être téléchargé sur le site <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Le numéro de marché est le suivant : RMC-2025-007

Il est précisé que le téléchargement sans authentification du candidat ne lui donne pas accès aux modifications éventuelles du dossier ainsi qu'aux réponses aux questions des candidats, en cours de consultation.

Le dossier de consultation des entreprises peut être obtenu jusqu'à la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 5 : PRESENTATION DES OFFRES**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française, ainsi que les documents de présentation associés. Les montants sont exprimés en euros (€).

Lors de sa soumission, le candidat devra fournir tous les éléments permettant au maître d'ouvrage de juger son aptitude à répondre au besoin. Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui, réparties dans une enveloppe unique. En cas de groupement, ces pièces sont à fournir par chaque cotraitant, excepté l'imprimé DC 1 qui n'est à fournir que par le mandataire, celui-ci se chargeant de le faire signer à ses cotraitants.

Il en est de même en cas de sous-traitance.

### **5.1. LES PIECES RELATIVES A LA CANDIDATURE**

Elles sont énumérées ci-dessous :

- La lettre de candidature qui précise notamment si le candidat se présente seul ou en groupement et dans ce dernier cas, mention des membres du groupement (DC1) ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun cas d'interdiction de soumissionner à un marché public (DC1) ;
- Les candidats en situation de redressement judiciaire devront fournir la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- Une note de présentation des compétences, des moyens (humains et matériels) et des références du prestataire unique ou de chaque membre du groupement. Celle-ci sera établie par chaque candidat signataire du marché et comprendra les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat (DC2) ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Preuve d'une assurance des risques professionnels ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.
- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
- Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :
  - Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter
  - Déclaration en cours de validité pour le transport par route de déchets dangereux ou non dangereux délivré au titre de la réglementation relative au transport par route au négoce et au courtage des déchets

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou ces sous-traitant(s) et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché. Le cas échéant, une liste des sous-traitants que le concurrent envisage de proposer à l'acceptation du maître d'ouvrage dès la conclusion du marché ou en cours de marché sera fournie, accompagnée pour chacun d'eux des pièces mentionnées au présent article.

Il est conseillé au candidat d'utiliser les formulaires DC1 et DC2. A défaut, le candidat peut utiliser le formulaire DUME, version papier. En cas de pluralité de réponses du candidat, un formulaire DC2 est à remplir pour chaque lot.

Le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit les certificats sociaux et fiscaux dans le délai imparti après notification de l'avis au candidat retenu.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le maître d'ouvrage peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le

dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont également dispensés de transmettre la liste des pièces mentionnée à condition de l'avoir déjà délivrée au maître d'ouvrage dans le cadre d'une précédente consultation. La liste déjà transmise doit demeurer valable et le candidat doit indiquer au maître d'ouvrage la référence de la consultation pour laquelle les documents ont déjà été transmis.

Si le maître d'ouvrage constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous et qui ne saurait être supérieur à dix jours. Les candidats dont le dossier est complet en sont également informés et peuvent alors apporter des précisions à leur dossier s'ils le souhaitent, dans le même délai.

Les candidats peuvent faire usage des documents suivants :

Les modèles DC1 et le DC 2 dûment complétés par une personne habilitée à engager le candidat. Ces documents sont disponibles sur le site

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

le formulaire européen DUME en utilisant le service eDUME :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil>

## **5.2. LES PIECES RELATIVES A L'OFFRE**

- L'acte d'engagement (AE et ses annexes)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adapter pour l'exécution du contrat.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES**

### **6.1. DEPOT DES OFFRES DEMATERIALISEES**

Les offres seront transmises exclusivement sous forme dématérialisée et déposées sur la plateforme : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Lors du dépôt de leur offre dématérialisée, les soumissionnaires sont invités à :

- S'assurer de répondre aux pré-requis techniques de la plateforme du profil d'acheteur.
- Fournir le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse permettant une correspondance électronique afin de bénéficier de toute information complémentaire diffusée lors du déroulement de la consultation (précisions, rectifications, ...).
- Ne pas utiliser de macros dans ses documents de réponse.
- Restreindre les formats de fichiers transmis aux suivants : word, excel, jpg, pdf.
- S'assurer de l'absence de virus dans les fichiers transmis. La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de l'offre.

En cas de difficulté le candidat peut faire appel à l'assistance technique de Megalis Bretagne via le formulaire en ligne ou par téléphone au 02 23 48 04 54.

En cas de pluralité de remise d'offres pour un même lot par un candidat, seule la dernière offre est retenue.

Les candidats peuvent adresser, à l'appui de leur offre électronique, une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet d'une transmission électronique, soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde devra être remise dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde » dans le même délai que l'offre dématérialisée et transmise à l'adresse de la collectivité mentionnée en page de garde du présent règlement de la consultation.

## 6.2. SIGNATURE ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat attributaire est invité à signer son offre avant toute notification. Dans le cas de signature de son offre dématérialisée, le candidat aura recours à un certificat de signature électronique de type RGS\*\*, conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique des marchés publics.

## 6.3. PRESENTATION DES DOSSIERS ET FORMAT DES FICHIERS

Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats électroniques suivants :

De préférence :

- Format de fichier pdf Acrobat de l'éditeur Adobe ;
- Format de fichier Excel de l'éditeur Microsoft ;
- Format de fichier Word de l'éditeur Microsoft ;
- Format de fichier Power Point de l'éditeur Microsoft ;
- Formats d'images : .gif, .jpg, .png.

## 6.4. HORODATAGE

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

## 6.5. ANTIVIRUS

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

## 6.6. DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES

L'offre devra être transmise avant la date et l'heure limite de dépôt des offres mentionnée en page de garde du présent règlement de la consultation.

## ARTICLE 7 : CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Les offres seront jugées dans les conditions fixées par les articles L 2152-1 à 8 et R 2152-1 à 12 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments seront éliminées. Les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes pour l'exécution du marché seront éliminées.

Toute offre irrégulière (incomplète) pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante

Critères	Lot 2	Lots 1-3-4	Lots 5-6
1-Coût des prestations des prestations : <i>évaluation sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU) et du détail quantitatif estimatif (DQE).</i> <b><u>Pour les lots 1-2-3-4 le coût de prestations évalué via le DQE tient compte du coût de transport supporté par la collectivité jusqu'au site de traitement).</u></b>	60 %	60 %	60 %

2-Valeur technique : 2.1 : <i>organisation des moyens humains et matériels pour la prestation</i> 2.2 : <i>modalités de traçabilité : rapports, bordereaux de suivi, outils numériques</i>	40 %	20 %	15 %
2-valeur technique : 2.3 : <i>moyens logistiques, contenants, délai d'intervention</i>			5 %
3-Performances environnementale : 3.1 : <i>déchets acceptés et refusés, descriptif des filières de valorisation,</i> 3.2 : <i>mesures de sécurité et hygiène sur site : respect des normes, prévention des risques, ...</i>		20%	20%

En cas de discordance constatée dans une offre, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de l'analyse, et seules les indications portées en lettres dans le bordereau des prix reportées à l'acte d'engagement (total général) prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Toutefois si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

#### ARTICLE 8 : NEGOCIATIONS

Conformément à l'article R2161-5 du Code de la commande publique, l'acheteur ne peut négocier avec les soumissionnaires. Il lui est seulement possible de leur demander de préciser la teneur de leur offre.

#### ARTICLE 9 : ATTRIBUTION DU MARCHE

Au terme de la procédure, le pouvoir adjudicateur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCP Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

#### ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui seraient nécessaires au cours de la consultation, les candidats devront faire parvenir une demande écrite via la plateforme Megalis 10 jours avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

#### ARTICLE 11 : PROCEDURE DE RECOURS

##### 10.1. INSTANCE DE RECOURS

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours et l'instance en charge des procédures de recours :

##### Tribunal administratif de Rennes

3 Contour de la Motte, 35044 Rennes Cedex

Téléphone : 02 23 21 28 28

Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

## **10.2. MODALITES DE RECOURS :**

- Conformément aux dispositions prévues aux articles L551-1 à L551-12 du code de justice administrative, toute personne ayant un intérêt à conclure le contrat et susceptible d'être lésée par le manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence peut introduire un référé précontractuel, devant le tribunal administratif de Rennes. Pour les candidats évincés de la présente consultation, ces derniers peuvent également exercer un référé précontractuel dans un délai de 11 jours à compter de la date d'envoi du courrier de rejet adressé par voie électronique et la date de signature du marché.
- Conformément aux dispositions prévues aux articles L551-13 à L551-23 de ce même code, un référé contractuel, pourra être exercé dans un délai de 31 jours à compter la publication de l'avis d'attribution au Journal Officiel de l'Union Européenne.
- Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.